



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

COMMISSION DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ (DSC)

Sous-commission sur l'avenir de la
sécurité et des capacités de
défense (DSCFC)

RAPPORT DE MISSION*

PÉKIN ET SHANGHAÏ, CHINE
10-14 JUIN 2019

227 DSCFC 19 F | Original : anglais | 16 décembre 2019

* Le présent rapport est présenté à titre d'information et ne représente pas le point de vue officiel de l'Assemblée. Il a été établi par Ethan Corbin, directeur de la commission de la défense et de la sécurité.

Vue d'ensemble

1. L'expansion rapide de la Chine est clairement en train de changer la donne à l'échelle planétaire. Sa puissance économique croissante affecte toutes les dimensions des affaires internationales, y compris les questions de paix et de sécurité. Une délégation de la sous-commission sur l'avenir de la sécurité et des capacités de défense (DSCFC) s'est rendue à Pékin et à Shangaï du 10 au 14 juin 2019 afin de mieux comprendre le point de vue de la Chine sur une série de questions de sécurité internationale critiques. Joao Rebelo (Portugal), président de la DSCFC, a dirigé la délégation de 13 parlementaires issus de neuf pays membres de l'OTAN.

2. Cette visite a mis en évidence d'importants écarts de perception entre la Chine et l'Occident sur un certain nombre de questions. À plusieurs reprises, les interlocuteurs chinois ont exprimé leur consternation devant ce qu'ils perçoivent comme des mesures agressives de la part des États-Unis dans le domaine du commerce international, une tendance qu'ils craignent de voir se répandre dans d'autres domaines. La Chine bénéficie depuis longtemps de pratiques commerciales internationales qui ont facilité la croissance remarquable de son empreinte économique mondiale tout en protégeant son marché intérieur d'une hausse parallèle des investissements internationaux. L'objectif de la communauté internationale, en conférant de tels avantages économiques à la Chine au cours des dernières décennies, a été d'encourager le pays à devenir un « acteur responsable » dans un système international soutenant son essor.

3. Face aux actions menées récemment par la Chine, bon nombre sont ceux qui estiment que cette politique de soutien a échoué et que Pékin cherche plutôt à changer les normes internationales en prenant des actions contraires. Qu'il s'agisse de ses actions dans les territoires contestés en mer de Chine méridionale, du manque de leadership sur la question nucléaire nord-coréenne ou des moteurs de l'ambitieuse initiative Une ceinture, une route (ICR), la perception internationale des intentions chinoises est en train de changer. C'est ce que reflète la stratégie de sécurité nationale la plus récente des États-Unis, qui qualifie la Chine de rivale stratégique de niveau quasi égal avec la Russie, tandis que la nouvelle stratégie états-unienne dans l'Indopacifique met fortement l'accent sur les droits de tous les pays à la liberté de navigation dans les eaux internationales.

4. Le différend commercial entre les États-Unis et la Chine a déterminé le ton et la forme de la semaine de rencontres entre les membres de la délégation de la DSCFC et les interlocuteurs chinois du Congrès national du peuple (CNP), de l'Armée populaire de libération (APL), des groupes de réflexion et de l'Université Fudan. Face à une délégation composée de parlementaires de pays membres européens et du Canada, les interlocuteurs chinois ont cherché à dépeindre les États-Unis comme un partenaire peu fiable avec lequel aucun accord stable ne peut être conclu. Comme l'a dit Mme Fu Ying, vice-présidente de la commission des affaires étrangères du CNP, les États-Unis ont récemment adopté une position plus ferme à l'égard de la Chine. « C'est un tigre qui attaque un panda ; le panda veut juste manger et dormir. »

5. Mme Fu Ying a poursuivi en disant qu'il existe depuis longtemps un déséquilibre commercial profond entre son pays et les États-Unis, ces derniers vendant principalement des produits agricoles en Chine, tandis que la Chine vend des produits manufacturés finis aux États-Unis. Mais à chaque fois qu'elle a évoqué le vol de technologie bien documenté de la Chine, la délégation a obtenu la réponse suivante : « Pourquoi volerions-nous la technologie des États-Unis ou d'autres pays alors que la nôtre est meilleure ? » Ce même argument a été invoqué lorsqu'il a été fait référence à la controverse actuelle sur les efforts déployés par l'entreprise chinoise de télécommunications Huawei pour dominer les futurs réseaux 5G.

6. Un paradoxe intéressant dans le fait de démentir systématiquement l'espionnage économique chinois a cependant été la reconnaissance, par de nombreux interlocuteurs chinois, du bien-fondé de certaines plaintes commerciales des États-Unis, notamment celles concernant les violations des lois sur la propriété intellectuelle par la Chine. Pourtant, le sentiment prédominant lors de cette visite

a été que les États-Unis, et par extension leurs alliés, essaient d'intimider la Chine maintenant qu'ils sont sérieusement confrontés à l'essor réussi de celle-ci.

7. Le rôle de la Chine dans les affaires de sécurité internationale s'est considérablement accru dans le sillage de son essor économique. Depuis les années 90, la Chine participe de plus en plus aux opérations de maintien de la paix des Nations unies, affectant plus de 36 000 personnes à plus de 30 opérations de paix au cours des dernières décennies. Aujourd'hui, la Chine participe à davantage d'opérations de paix de l'ONU et y consacre plus de ressources que tout autre membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies.

8. Les investissements dans une APL moderne et tournée vers l'extérieur ont également augmenté de manière significative. Des responsables chinois ont indiqué à la délégation que la Chine consacrait entre 7 et 8 % de son budget annuel total (180 milliards de dollars américains environ) à la modernisation et à la restructuration de l'APL. C'est pourquoi les forces armées sont beaucoup plus avancées sur le plan technologique et ont un rayon d'action planétaire dans les cinq domaines – terrestre, aérien, maritime, spatial et cybernétique.

9. Le président de la délégation, M. Rebelo, s'est efforcé d'élargir les discussions tout au long de la semaine pour aborder l'idée d'une coopération plus large entre l'OTAN et la Chine sur les questions de sécurité mondiale, telles que le terrorisme international et la lutte contre la piraterie, suggestion qui a suscité un intérêt limité. Des responsables chinois ont déclaré aux délégués que la position de la Chine sur la lutte contre le terrorisme international a toujours été claire et cohérente – la Chine combattra le terrorisme sous toutes ses formes. Les interlocuteurs chinois ont rejeté les critiques à l'égard de la politique antiterroriste de la Chine, qui a été scrutée à la loupe par la communauté internationale ces dernières années en raison de ses dispositions concernant la population ouïgour musulmane en Chine occidentale.

10. L'OTAN n'a pas non plus été épargnée par les critiques chinoises. En effet, des interlocuteurs de l'ensemble du paysage politique n'ont cessé de dire à la délégation que si l'OTAN peut prétendre promouvoir la paix et la sécurité internationales, elle le fait à l'exclusion de la Russie et de la Chine. Les interlocuteurs ont par ailleurs fait remarquer qu'une telle exclusion ne fera que diminuer la pertinence de l'Alliance à l'avenir. Une raison principale à cela, comme beaucoup le laissent entendre, est la coopération croissante entre Pékin et Moscou à tous les niveaux. Comme l'a expliqué M. Chen, président de l'Institut d'études internationales de Shanghai (SIIS), « les différends de longue date entre la Russie et la Chine ont été réglés ; un profond changement structurel est en cours et la Chine et la Russie reconnaissent avoir des valeurs et des normes communes, qui donneront le ton à une future coopération renforcée ».

11. Joao Rebelo a souligné à plusieurs reprises devant ses interlocuteurs chinois ce qu'il attendait de cette visite de la délégation : « Nous constatons que l'environnement stratégique mondial change, ce qui nécessite une coopération accrue. La coopération interparlementaire est un moyen qui s'impose comme une évidence pour commencer à atténuer les problèmes posés par la complexité de l'environnement de sécurité mondial. Malgré des points de vue divergents sur de nombreuses questions, nous espérons trouver les moyens de développer à l'avenir une relation de coopération entre l'AP-OTAN et la Chine. » Là encore, la suggestion n'a apparemment suscité qu'un intérêt limité.

12. Mme Fu Ying a expliqué à la délégation que la position de la Chine en matière de sécurité internationale est fondée sur une paix globale. Elle a déclaré que, bien que la Chine n'entretienne pas de relations formelles avec l'OTAN, Pékin espère que « les actions futures de l'OTAN pourront être basées sur des normes communes de relations internationales afin de promouvoir une sécurité internationale au sens large. » Tout au long de la visite, la délégation s'est efforcée d'obtenir une réponse à la question de savoir ce que la Chine entend exactement par normes communes définissant la coopération internationale en matière de sécurité.

Les moteurs de la visite : un environnement stratégique mondial en mutation

13. L'approche qu'a la Chine de son essor par rapport au reste du monde est différente de la montée des grandes puissances observée par le passé ; l'approche gouvernementale unifiée adoptée pour tout ce qui concerne l'essor du pays – depuis l'initiative Une ceinture, une route, Made in China 2025 (MIC 25) jusqu'à la stratégie militaire actuelle de l'APL – laisse à penser qu'il existe une approche étatique ciblée pour faire de la Chine un modificateur de norme mondial sur les plans économique, politique et sécuritaire. En conséquence du poids grandissant de la Chine dans les affaires et les institutions internationales, de l'augmentation des acquisitions stratégiques et des capacités de projection de puissance de l'APL bien au-delà des frontières de la Chine, le pays pèsera de plus en plus lourd sur les questions de paix et de sécurité internationales.

14. La communauté euro-atlantique formée par les pays membres de l'OTAN ne sera pas à l'abri de l'influence croissante des intérêts économiques et sécuritaires chinois. Ceci est vrai pour de nombreuses raisons, et notamment à cause de la rivalité grandissante entre la Chine et les États-Unis qui fait du monde entier une arène de compétition stratégique entre ces deux grandes puissances. Au cours de leur visite, les délégués ont appris qu'il y a probablement trois domaines clés dans lesquels la Chine est à prendre en considération par tous les Alliés de l'OTAN.

15. Le premier concerne l'avenir des normes de liberté de navigation en haute mer. La Chine est en train de développer des capacités navales de haute mer de plus en plus performantes, capables de pénétrer dans tous les espaces fluviaux stratégiques du globe. Les intervenants ont expliqué à la délégation que la marine chinoise intensifie ses exercices avec la Russie dans le Pacifique, l'Atlantique et l'Arctique. Par ailleurs, elle veille de plus en plus à protéger les voies de navigation nécessaires au commerce chinois dans toutes les grandes mers du monde – dont la nouvelle route de l'Arctique, la route maritime du Nord (NSR). Les actions menées récemment par Pékin en mer de Chine méridionale, comme nous le verrons plus loin dans le rapport, laissent entrevoir les problèmes potentiels croissants que pourrait poser la présence chinoise dans les océans du globe. Le deuxième concerne l'espace. Les ambitions spatiales de la Chine aux niveaux commercial et militaire pourraient, à l'avenir, mettre à mal la capacité des Alliés à maintenir des réseaux sécurisés de communication par satellite, ce qui pourrait avoir d'importantes répercussions sur presque tous les aspects de la vie moderne. Le troisième concerne le cyberdomaine, qui est devenu un domaine opérationnel pour la Chine et deviendra une arène de compétition et de déstabilisation stratégiques.

Développement de l'APL – Les forces d'élite modernes de demain

16. Des responsables chinois ont indiqué à la délégation que la Chine consacrait entre 7 et 8 % de son budget annuel total (180 milliards de dollars américains environ) à la modernisation et à la restructuration de l'APL. Les intervenants de l'université chinoise de défense nationale ont déclaré à l'adresse de la délégation que « la moyenne mondiale est, certes, de 3 % [du budget national consacré aux dépenses militaires], ce qui met en évidence un large écart entre la Chine et d'autres pays, mais [que] cette hausse du budget n'est pas plus élevée que ce que permet la croissance de l'économie chinoise. » Ces intervenants ont poursuivi en disant que l'essentiel des fonds alloués était affecté aux dépenses d'armement et de personnel ainsi qu'aux initiatives de réforme de l'APL.

17. Les réformes en profondeur de l'APL se sont accélérées depuis 2015. Le plan quinquennal de réforme totale visant à mettre en place une force mondiale moderne sera donc terminé d'ici l'année prochaine. L'objectif ultime, ont précisé les interlocuteurs chinois, est de faire de l'APL la première force d'élite moderne – la réalisation de cet objectif étant prévue à l'horizon 2049, année du centenaire de la création de la République populaire de Chine.

18. La délégation a également appris que les effectifs de l'APL avaient déjà été réduits de 50 % de sorte à rendre l'institution plus efficace. Des responsables chinois de la défense ont expliqué que le développement de la défense nationale doit permettre de répondre à tout moment aux besoins du pays – sur la base des intérêts et des menaces que le pays définit et leur communique

– et que l'APL sera modernisée pour faire face à ces menaces et servir la grande stratégie chinoise élargie. La stratégie militaire chinoise de 2015 reflète la prise de conscience par la Chine de l'élargissement de ses intérêts. Comme l'ont fait remarquer les intervenants, les capacités de projection de puissance se sont largement inscrites dans le prolongement de la présence croissante de la Chine sur la scène mondiale.

19. La restructuration de l'APL s'est concentrée sur l'adoption d'une technologie au service de plateformes d'armement plus grandes, en tant que moyen de soutien à un arsenal militaire moderne capable d'interopérer avec des capacités de frappes de précision à travers toutes les branches des forces armées. Il a en outre été mentionné qu'une large place avait été faite au renforcement du contrôle civil des forces armées ainsi qu'à l'organisation d'une vaste campagne anticorruption afin d'éradiquer les problèmes d'hérédité du pouvoir chez les officiers. La destitution des commandants de très haut niveau dans toutes les branches des forces armées dans le cadre de cette campagne anticorruption a représenté un message fort quant à la voie à suivre par l'APL.

20. La grande stratégie chinoise fait aujourd'hui référence à la capacité de la Chine à se mesurer à la concurrence dans les principaux domaines de la guerre ou à dominer ces domaines. Les intervenants ont évoqué la place particulière faite par la Chine aux capacités de projection de puissance en haute mer en tant que moyens pour protéger les lignes de communication et les intérêts économiques mondiaux. Ils ont expliqué à la délégation que cela se traduisait par une doctrine axée sur la défense en haute mer et la protection des mers ouvertes. Consciente qu'il sera crucial de disposer d'une architecture spatiale moderne pour les opérations interarmées, la Chine consacre également de nombreuses ressources aux capacités spatiales. Parallèlement, la Chine renforce nettement aussi ses capacités dans le cyberspace, qui a également été identifié comme un domaine clé d'intérêt national.

21. Concernant les différentes branches de l'APL, la nouvelle structure est axée sur le passage de la défense de théâtre à la mobilité transthéâtre, soit la capacité pour les forces armées de se déplacer au-delà des zones où elles sont stationnées. Il s'agit là d'une réorientation vers une mobilité coordonnée. Les intervenants ont également fait observer que la force aérienne chinoise est, elle aussi, en train d'opérer un changement d'orientation, la priorité n'étant plus accordée à la défense territoriale mais aux capacités de défense et d'attaque. Tout cela se traduit par un déplacement des commandements régionaux vers des commandements de théâtre stratégiques, lesquels disposent d'une capacité de direction stratégique dans les airs, sur terre et en mer. Par exemple, le commandement de théâtre sud est centré sur la mer de Chine méridionale. L'APL a aussi mis sur pied une nouvelle force de soutien stratégique, qui peut être considérée comme une structure facilitatrice. La Force des fusées de l'APL, qui contrôle les forces nucléaires du pays, est désormais indépendante. Les interlocuteurs de l'université chinoise de défense nationale ont fait remarquer que la Chine prône une politique du non-recours en premier s'agissant de ses armes nucléaires qui, disent-ils, devrait être suivie par d'autres pays. Ils expliquent que la politique nucléaire de la Chine est simple : faire obstacle à toute menace nucléaire contre la Chine ; désamorcer l'environnement de menace nucléaire via la destruction de toutes les armes nucléaires par tous les États dotés de l'arme nucléaire, comme le prévoit le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

22. Comme l'ont fait remarquer les intervenants, la technologie moderne est un élément essentiel des capacités de l'APL. C'est pourquoi les nouveaux équipements modifient la nature de l'APL. L'introduction d'avions de transport lourds de fabrication nationale (jusqu'à 400 nouveaux avions) modifiera la capacité de l'APL à déployer ses forces stratégiquement à distance. Comme mentionné ci-dessus, la Marine de l'Armée populaire de libération (MAPL) est en train de devenir une marine de haute mer, plutôt qu'une marine fluviale qui nécessite d'importants investissements dans de nouveaux destroyers, sous-marins, corvettes, navires amphibies et porte-avions. La MAPL est désormais plus grande, en termes de quantité de navires, que la marine états-unienne. Par ailleurs, la priorité est également accordée aujourd'hui au développement d'armes hypersoniques (missiles de croisière), à l'intelligence artificielle, etc. En mettant l'accent sur le développement technologique

de leurs forces armées, les Chinois espèrent égaler le niveau des Occidentaux au cours de la prochaine décennie.

23. L'attention portée à la restructuration civilo-militaire et l'intégration d'une institution centrale d'orientation de la politique civile accélèrent les initiatives de modernisation de l'APL. Des techniques de gestion issues du domaine civil sont intégrées pour contribuer à la stabilité générale de l'institution. Enfin, les intervenants ont conclu en disant que les initiatives anticorruption viennent étayer l'ensemble des efforts de restructuration. L'APL met progressivement en œuvre une structure organisationnelle basée sur la loi et le droit, ce qui augmentera l'efficacité de sa gestion.

OTAN-Chine : la coopération militaro-militaire des pays membres de l'OTAN avec l'APL et les possibilités de coopération future

24. Interrogés sur les relations entre la Chine et l'OTAN, les intervenants chinois ont noté qu'il n'y avait qu'un petit nombre de points de convergence potentiels. Ils ont estimé que comme la France et les États-Unis sont des pays du Pacifique, il est normal que leurs relations avec la Chine soient différentes de celles des autres Alliés. Il y a une bonne coopération entre militaires aux niveaux bilatéraux, ont-ils ajouté, ainsi que des échanges professionnels au niveau des officiers dans le cadre de la formation militaire. La France comme les États-Unis œuvrent à la réduction des risques dans la région. L'Allemagne a également mis en place une bonne coopération militaro-médicale.

25. Parallèlement à la coopération militaire internationale croissante de la Chine, les forces chinoises ont également renforcé leur participation aux missions de maintien de la paix des Nations unies. Aujourd'hui, la Chine est le premier contributeur de forces aux missions de l'ONU parmi les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Pékin est désormais également le deuxième plus grand contributeur au budget. Au total, ont poursuivi les intervenants, la Chine a affecté près de 40 000 militaires à plus de 24 opérations de maintien de la paix des Nations unies depuis 1990.

26. Hormis cette participation accrue à la coopération et aux initiatives militaires internationales, les interlocuteurs chinois se sont montrés relativement peu intéressés par un élargissement de la coopération entre l'OTAN et la Chine. Plusieurs intervenants ont souligné qu'il y avait aujourd'hui un certain degré d'incompréhension entre la Chine et l'OTAN dû au manque d'attention accordée au pays par le secrétariat international à Bruxelles. D'autres ont dénoncé l'héritage de mauvaise volonté résultant du fait que la génération actuellement au pouvoir en Chine a surtout eu son premier contact avec l'OTAN en raison du bombardement accidentel de l'ambassade de Chine par les forces de l'OTAN durant la campagne de bombardements menée en Serbie en 1998. D'autres interlocuteurs chinois ont fait remarquer que comme l'OTAN s'efforce de devenir une organisation plus politique, dans un juste équilibre entre le politique et le militaire, les deux organisations sont allées à la rencontre l'une de l'autre pour trouver des zones d'intérêt commun en vue d'une coopération. Ce qui a donné lieu au consensus retentissant selon lequel, comme l'OTAN s'efforce de contrer les menaces asymétriques, et principalement le terrorisme, il pourrait y avoir à l'avenir de grandes possibilités de coopération. Pourtant, comme l'a déclaré Mme Fu Ying : « L'OTAN dit être une organisation qui promeut la paix dans le monde, mais elle n'inclut ni la Chine ni la Russie. Nous devons envisager à l'avenir des structures internationales plus inclusives. La sécurité mondiale doit être synonyme de coopération au niveau planétaire. Par exemple, le terrorisme est une menace commune qui peut susciter une plus grande coopération, mais les Alliés de l'OTAN refusent de comprendre les enjeux de la Chine vis-à-vis du terrorisme et préfèrent parler à la place de problèmes ethniques internes. »

Initiative Une ceinture, une route

27. Discussions avec les différents interlocuteurs chinois – depuis les représentants du gouvernement jusqu'aux universitaires et aux représentants des groupes de réflexion – souvent consacrées à l'ICR. Les intervenants ont systématiquement essayé de dire à la délégation que les Occidentaux ne comprennent toujours pas cette initiative, répétant à maintes reprises qu'ils trouvent cela surprenant étant donné que la Chine est assez ouverte à son sujet. En définitive, ont-ils ajouté, 130 pays environ ont signé le mémorandum d'entente avec la Chine pour coopérer sur l'ICR.

28. Les intervenants ont expliqué à la délégation que la Chine est désormais en mesure de déplacer sa capacité de développement au-delà de ses frontières. Ils ont poursuivi en disant que de nombreux pays du monde ont cruellement besoin de cette aide au développement et que la Chine est prête à apporter à ces pays l'assistance financière et technologique dont ils ont besoin. Si ces intervenants ont admis que, bien sûr, cette assistance sera mutuellement bénéfique étant donné que cela fournira des marchés pour les investissements chinois, l'idée de l'ICR devrait surtout être appréhendée en termes de gains absolus.

29. La stratégie de l'initiative est relativement simple : la Chine trouvera les moyens d'investir dans les actifs et de développer les actifs de pays partenaires, ce qui permettra à la Chine d'exporter et d'importer des biens et services à travers le globe. L'Europe est une destination clé pour l'ICR : la Chine aide les pays d'Asie centrale et du sud mais aussi ceux du Moyen-Orient et d'Afrique à construire des routes et des ports modernes ainsi qu'à développer des installations de télécommunication de manière à leur faciliter l'accès au plus grand marché économique du monde. De nombreuses routes géographiques actuelles sont une version améliorée des routes commerciales historiques de la « route de la soie » qui reliaient la Chine à ces régions il y a des centaines d'années de cela.

30. Dans le cadre de l'ICR, la Chine concentre son attention sur une collaboration avec la Russie en vue de la construction d'une « route de glace » dans l'Arctique qui faciliterait l'utilisation de la NSR. Comme l'ont fait observer plusieurs interlocuteurs chinois, le développement de voies de communication maritimes dans l'Arctique revêt une grande importance stratégique pour la Chine. Ils ont souligné que la Chine s'efforce également de participer au développement commun des ressources dans l'Arctique. Non seulement la NSR permet de gagner du temps et de raccourcir les distances, mais les routes maritimes de l'Arctique présentent aussi l'avantage d'éviter les menaces liées à la piraterie dans le détroit de Malacca et le golfe d'Aden.

31. Les intervenants ont également fait observer à la délégation que les initiatives de développement menées dans le cadre de l'ICR s'appuient sur « de vastes consultations, une responsabilité conjointe et des principes partagés avec les pays partenaires. » Ils ont rapidement balayé d'un revers de la main les critiques selon lesquelles l'ICR ferait partie d'une stratégie plus large de « diplomatie du piège de la dette » appliquée par la Chine pour lui permettre non seulement d'amasser du capital à l'étranger, mais aussi de s'emparer et de contrôler des actifs et des territoires stratégiques lorsque les pays partenaires ne sont pas en mesure d'honorer leurs dettes envers les entreprises chinoises contrôlées par l'État qui investissent dans ces projets ICR. Les intervenants ont systématiquement cité l'exemple positif de l'influence chinoise en Afrique pour réfuter la critique de l'ICR. Ils ont souligné que les investissements chinois dans des infrastructures critiques telles que des routes ont permis à de nombreux pays africains de diversifier leur économie et d'aider leur population à sortir de la pauvreté, notant que lorsque des jeunes gens trouvent du travail, cela rend le pays beaucoup plus stable. Néanmoins, ont ajouté les représentants du Congrès national du peuple (CNP), « il ne s'agit pas d'œuvres caritatives mais d'investissements, les Chinois attendent un retour sur investissement (ROI). » Un exemple positif fréquemment cité est celui de l'initiative dirigée par les Chinois relative à la construction de la ligne de chemin de fer entre Nairobi et Mombasa, qui a mobilisé 3 000 travailleurs chinois et plus de 30 000 employés locaux, et qui a débouché sur une issue fructueuse et mutuellement bénéfique.

Les défis de sécurité en Asie-Pacifique

32. Les interlocuteurs chinois ont donné un aperçu des questions de sécurité en Asie-Pacifique sous trois différents aspects essentiellement. **Premièrement**, la région Asie-Pacifique se retrouve de plus en plus au centre du système international en raison de quatre facteurs essentiels; **économique** – la région représente 60 % de l'économie mondiale en termes de PIB, le volume commercial total de la région représente 50 % du volume mondial total, elle compte 3 milliards de consommateurs (bon nombre d'entre eux se rapprochant du revenu moyen), **politique** – la région héberge 4 des 5 grandes puissances mondiales, 4 des 10 grandes économies mondiales, 3 des 5 membres permanents du Conseil de sécurité, 5 des 7 puissances nucléaires et 6 des 10 plus grandes puissances militaires. **Deuxièmement**, les États-Unis ont axé leur politique étrangère sur la région, ils viennent de rendre publique leur stratégie indo-pacifique, qui énonce la centralité stratégique mondiale de la région. Les États-Unis considèrent de plus en plus la Russie et la Chine comme leurs principaux rivaux. L'essor rapide de la Chine a par ailleurs accru l'importance de cette région. Par ailleurs, la concurrence stratégique s'y fait de plus en plus intense. Le Japon est activement engagé dans les affaires régionales, cherchant à accroître son influence. **Troisièmement**, les « points chauds » de la région continuent de s'intensifier et deviennent donc plus difficiles à résoudre. Sont souvent cités comme exemples à l'appui de ce sentiment, le problème de la RPDC et de la péninsule coréenne, les revendications conflictuelles en mer de Chine méridionale ainsi que les courses aux armements grandissantes entre puissances dans la région.

33. **Corée du Nord** – Le problème de la sécurité sur la péninsule coréenne a été soulevé à plusieurs occasions. Cette question demeure clairement un problème compliqué, qui se trouve au centre de l'attention mondiale. La situation y est très instable, la RPDC et les États-Unis représentant la variable la plus délicate à gérer. Comme l'ont fait observer les intervenants, aucun accord n'ayant été conclu lors du deuxième sommet au Vietnam, la situation est de nouveau dans une impasse ce qui se traduit, ont-ils souligné, par le fait que ces deux pays n'ont pas eu de véritable dialogue depuis, et que cela a même donné lieu à des échanges acrimonieux entre eux sur la scène internationale. Les deux pays ont posé des conditions à la relance du dialogue (la RPDC affirme que les États-Unis exigent une dénucléarisation unilatérale de leur part, tandis que la RPDC veut que les États-Unis cessent d'essayer de l'intimider pour qu'elle abandonne ses tentatives d'assurer sa sécurité, et que Pyongyang veut que les États-Unis présentent des options viables susceptibles d'aider à faire progresser le dialogue. Mais Washington a exigé que la RPDC prouve sa bonne foi avant de reprendre le dialogue et en attendant, il intensifie les sanctions à l'encontre de la Corée du Nord. Les intervenants ont fait observer que les deux pays ne sont pas parvenus jusqu'à présent à s'entendre sur une feuille de route et un calendrier réalisables pour aller de l'avant. Enfin, la confiance mutuelle manque entre les deux pays et c'est là l'obstacle fondamental qui empêche les pourparlers d'avancer. Les intervenants chinois ont dit que selon eux, le problème principal tient au fait que les États-Unis attendent tout de la RPDC sans jamais rien donner en retour. Ceci étant, tous se sont entendus pour dire qu'il reste un certain nombre de facteurs positifs : la RPDC comme les États-Unis souhaitent poursuivre le dialogue, et la dénucléarisation reste considérée comme une solution politique. Les interlocuteurs chinois ont systématiquement exprimé le solide soutien de la Chine en faveur de la poursuite du dialogue entre les deux pays.

34. **Les questions liées à la mer de Chine méridionale** – L'enjeu des conflits territoriaux et de la liberté de navigation en mer de Chine méridionale a également représenté un thème récurrent. Les intervenants ont déclaré devant la délégation que les conflits territoriaux concernent principalement les revendications autour des îles Spratleys. Ils ont par ailleurs fait observer que même si les milliers d'années de revendication de cette mer par la Chine impériale ne représentent pas un argument valable, il faut au moins admettre que depuis les années 1930, tous les grands pays ont reconnu la souveraineté chinoise sur les îles Spratleys, notamment après le retrait des Japonais qui a suivi la seconde guerre mondiale. Les responsables chinois présents ont rappelé que les Philippines et le Vietnam se sont entendus sur le fait que ces îles faisaient partie de la Chine dès les années 1970. Les revendications concurrentes, ont-ils ajouté, n'ont véritablement pris de l'ampleur qu'après la découverte de ressources naturelles dans et autour de ces îles, à un moment

où la Chine était trop occupée par ses efforts internes de consolidation de la révolution communiste, ce dont ont profité certains pays de la région pour formuler des revendications concurrentes.

35. Concernant l'enjeu des îles Spratleys tel qu'il se présente aujourd'hui, les intervenants ont fait savoir que le dialogue entre la Chine, le Vietnam et les Philippines progresse bien, même s'ils ont fait valoir à maintes reprises que le fait que les États-Unis défient de plus en plus la Chine complique de nouveau le problème. Les intervenants ont dit plusieurs fois qu'ils jugent agressive la stratégie du commandement pour la région indo-pacifique (USINPACOM), laquelle cherche selon eux à exclure la Chine de la région, et souligné que les États-Unis appellent même activement à la liberté de navigation sur les mers. Il est apparu clairement durant les réunions que les Chinois considèrent la situation comme une partie à deux joueurs se déroulant à l'intérieur et à l'extérieur de la région. Les intervenants ont également noté que l'armée états-unienne intensifiera probablement ses exercices de liberté de navigation dans la région et ce faisant, qu'elle tentera « d'obtenir la participation de ses alliés ». Interrogé sur les mesures que la Chine prendra à l'avenir, un interlocuteur de l'Institut chinois d'études internationales (CIIS) a répondu : « La Chine restera patiente mais elle sera active dans ses efforts pour maintenir la stabilité en mer de Chine méridionale et elle réagira à « l'intimidation » des États-Unis, sachant que l'infrastructure de défense déployée dans les Spratleys relève du droit légitime de la Chine à l'autodéfense. » Les interlocuteurs du CIIS ont néanmoins conclu que la seule véritable façon de progresser sur la voie de la paix et de la stabilité était de gérer conjointement le problème par le biais d'une coopération accrue dans la région.

36. **Taiwan** – Abordés à ce sujet, les interlocuteurs chinois ont fait savoir que la question de Taïwan est un problème très sensible pour le peuple chinois, qui remonte à la guerre civile ayant pris fin en 1949, et qui intéresse non seulement l'intégrité territoriale du pays mais aussi les conceptions fondamentales de l'identité nationale des Chinois. Comme l'a fait remarquer un interlocuteur du groupe de réflexion : « Il n'y a qu'une seule Chine dans le monde, les deux entités relèvent de ce même concept – il s'agit de deux parties indissociables d'un même tout. » Les intervenants ont fait remarquer que la structure politique actuelle à Taïwan continue de soutenir la séparation des deux entités. Depuis que le parti démocrate progressiste (PDP) est arrivé au pouvoir, Taipei a mis à mal le concept de Chine unique. Le PDP a de nouveau compliqué les choses, ce qui a plus ou moins gelé le dialogue. Les intervenants soulignent néanmoins que les relations civiles et économiques restent positives entre les deux rives du détroit, même si le dialogue officiel est dans l'impasse. Ils ont par ailleurs fait remarquer à maintes reprises que l'ingérence de Washington était la principale raison pour laquelle le problème de Taïwan n'était toujours pas résolu. Un interlocuteur du CIIS a déclaré que « les États-Unis continuent de jouer la carte de Taïwan comme moyen de contenir la Chine. C'est la principale raison pour laquelle les relations entre les deux rives du détroit sont aujourd'hui mises à mal. » Les intervenants ont expliqué que la politique de la Chine envers Taïwan repose sur 4 piliers : le principe de la Chine unique ; la réunification pacifique (un pays – deux systèmes) ; l'espoir de voir la population de Taïwan s'efforcer de pousser à la réunification ; et faire pression contre les activités séparatistes sur l'île de Taïwan. Tous les intervenants étaient d'accord pour dire que la Chine n'exclurait aucune action susceptible de réaliser la réunification de l'île avec le continent.

Les relations entre la Chine et les États-Unis

37. Interrogée sur les tensions commerciales actuelles entre les États-Unis et la Chine, Mme Fu Ying, de la commission des affaires étrangères du CNP, a fait la boutade suivante : « C'est un tigre qui attaque un panda ; le panda veut juste manger et dormir. » Elle a poursuivi en disant qu'il existe depuis longtemps un déséquilibre commercial entre les deux pays, ainsi que des restrictions sur les échanges de technologie. Elle s'est exprimée en ces termes pour simplifier les choses : « Les États-Unis vendent du soja, des agrumes, du porc etc. à la Chine, tandis que la Chine vend des produits manufacturés aux États-Unis. Certaines plaintes des États-Unis au sujet de pratiques commerciales chinoises sont justifiées, comme celles concernant la propriété

intellectuelle. Le Congrès du peuple tente d'élaborer une loi pour faire respecter ces lois étant donné qu'en Chine, il y a peu de précédents en la matière. » Tout au long des réunions avec les interlocuteurs chinois est revenu le leitmotiv selon lequel les États-Unis sont considérés comme intimidant la Chine et que c'est là que se situe la véritable pratique commerciale déloyale. La fiabilité des États-Unis à respecter les accords signés a également été systématiquement évoquée, et l'exemple du retrait de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien par les États-Unis a été cité pour illustrer ce manque de fiabilité. Plusieurs interlocuteurs ont également dit à la délégation qu'il existe une conception commune voulant que les technologies de télécommunications chinoises ont longtemps eu une longueur d'avance sur les technologies états-uniennes en Europe et désormais aussi en Chine. Comme l'a fait remarquer Mme Fu Ying : « L'intimidation rend les négociations plus difficiles – et cela dérange le peuple chinois – la guerre commerciale ne fait qu'empirer les choses et nous espérons sincèrement que cette guerre n'escaladera pas de manière incontrôlable. »

38. S'agissant de l'escalade des tensions entre les États-Unis et la Chine, les interlocuteurs du CIIS ont adopté une approche légèrement différente du sujet que les autres interlocuteurs chinois. Ils ont souligné que les relations entre les États-Unis et la Chine sont aujourd'hui, à juste titre, au centre de l'attention internationale, vu le risque de déstabilisation que pourrait engendrer une poursuite de la dégradation des relations entre ces deux grandes puissances. Comme l'a déclaré un interlocuteur du CIIS : « Bien que ce soit le pessimisme qui prévaut actuellement, il est permis de faire preuve d'un optimisme prudent. Le but de la compétition est de trouver des règles pour l'instauration d'un nouvel ordre mondial. Il y a un nouvel équilibre de forces que chaque grande puissance doit percevoir. La tâche la plus importante pour les deux parties est de trouver un moyen de coexister selon des modalités convenues mutuellement. Aujourd'hui, les tensions commerciales proviennent des États-Unis, qui menacent l'ordre mondial. La Chine recherche la stabilité. Pékin continue de plaider en faveur d'une approche multilatérale. Il reste des deux côtés une volonté politique de trouver un compromis. »

www.nato-pa.int